



Kim NGUYEN,
Associé
06 81 44 52 25



Mélanie BARIL,
Associée
06 87 24 99 20



Controverse

C'est encore l'heure du retour de bâton.

La finance responsable a mauvaise presse depuis quelques temps. On peut évoquer au passage, après le scandale Orpea, l'échec de l'action de sociétés de gestion à l'AG de Total dont nous parlions le mois dernier. Puis la perquisition des autorités allemandes à la Deutsche Bank, pour soupçon de greenwashing chez sa filiale d'asset management DWS. C'est maintenant Goldman Sachs qui est dans le viseur de la SEC pour les mêmes raisons.

Et les articles d'opinion se multiplient, dans des médias de plus en plus grand public et critiques (Le Monde, Arte ...) avec des titres chocs (« La Finance verte frauduleuse », « la Finance peut-elle sauver le monde » ...).

Face à cette avalanche, et dans une logique un tant soit peu provocatrice, nous aimerions proposer le postulat inverse : et si c'était la finance qui était en avance et le reste de la société qui était en retard ?

La finance n'est en définitive qu'un outil, certes puissant, mais qui dépend pour fonctionner

correctement d'une information transparente et fiable et d'un cadre réglementaire défini.

Prenons ces deux points l'un après l'autre.

Pour ce qui concerne les données, la gestion d'actifs a aujourd'hui largement intégré l'ESG. Les modèles de valorisation extra-financiers se multiplient, les notes aussi. Mais ce qu'on critique aujourd'hui sur l'ESG ce n'est pas tant le résultat, certes imparfait, parfois biaisé, mais finalement étayé et de plus en plus consistant. Ce qui est critiquable c'est la qualité et la couverture de la donnée sous-jacente. Les agences collectent une donnée protéiforme et pas toujours validée, sur des périmètres encore limités. En Europe, la directive CSRD va permettre un début d'uniformisation mais ces premiers chiffres ne sont pas attendus avant 2023, alors que les sociétés de gestion sont prêtes à reporter dès cette année comme le leur impose la réglementation européenne. En Chine, une première ébauche de reporting ESG volontaire a été dévoilée ce mois-ci, mais compte-tenu de l'ampleur du sujet et du périmètre, on est très loin d'une solution satisfaisante. Et les normes de comptabilité extra-financière sont loin d'être achevées alors que les travaux viennent juste de débuter. Les sociétés de gestion travaillent d'arrache-pied sur ce sujet depuis des années mais reste dépendantes des agences et surtout des entreprises.

Également, sur les indicateurs extra-financiers qu'impose par exemple le label ISR et qui doivent être publiés par les fonds labellisés, le taux de couverture et la qualité des données sont très largement critiquables.

Par ailleurs, les pouvoirs publics peinent à fournir un cadre clair et stable qui permettrait d'éviter la confusion. La taxonomie verte, qui devait être le phare dans la nuit permettant d'éclairer les bons



chemins et d'orienter les flux financiers dans une logique plus durable, est toujours inachevée, notamment sur son volet social. Et la guerre en Ukraine semble avoir remis au goût du jour des secteurs comme l'armement ou les énergies fossiles. Difficile donc d'y voir clair.

Pourtant les sociétés de gestion avancent. Classement des fonds selon SFDR, multiplication des campagnes de labellisation, rapport article 29 ... Et les conseillers voient arriver Mifid dès cet été, avec les obligations renforcées de gouvernance produit et d'adéquation du profil ESG client. Finalement, ce qui pêche ce n'est pas tant l'outil financier en tant que tel qui a accompli d'énormes progrès mais c'est bien la donnée sous-jacente qui fragilise l'ensemble de l'édifice, et le cadre politique, la société qui tarde à fixer le cap. Cela n'absout pas pour autant les abus de communication et les malversations, mais faut-il pour autant systématiquement critiquer une finance qui avance et qui n'est en définitive qu'une des composantes nécessaires de la transition économique ?

Revoyez l'intervention de Kim NGUYEN sur BSmart



<https://www.bsmart.fr/video/14421-smart-patrimoine-partie-16-juin-2022>



Kermit

Raison d'être*

« Notre objectif est de faire évoluer les pratiques des investisseurs et de leurs partenaires dans une logique responsable, durable et de long-terme, afin de contribuer à faire de la finance le moteur d'une transformation positive du monde ».

** Inscrite dans les statuts de l'entreprise conformément aux dispositions de l'article 1835 du Code Civil.*

Notre expertise issue de la finance traditionnelle et notre connaissance des investisseurs institutionnels nous permettent d'apporter des réponses concrètes et pragmatiques aux problématiques liées à la mise en place d'une stratégie responsable.

Kermit est une SAS au capital de 5 000 EUR (RCS n° 888 373 792) immatriculé au Registre Unique des Intermédiaire en Assurance, Banque et Finance (ORIAS) en qualité de CIF sous le n°20007557 et membre de l'Association Nationale des Conseils Financiers-CIF (ANACOFI-CIF), association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

www.kermitconseil.com



<https://twitter.com/@KimNguy35436484>



<http://www.linkedin.com/in/nguyen-kermit>

